

**RAPPORT N° 2025/5-14  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 18 septembre 2025**

**OBJET :**

**TRANSPORT PAR CABLE DE LA MONTAGNE – AUTORISATION AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA LIAISON BELLEPIERRE-VIGIE**

Le projet de liaison en transport par câble entre les quartiers de Bellepierre et de La Montagne a fait l'objet d'un marché global de performance notifié le 28 mai 2020 au groupement PAYENKE. Ce marché fait l'objet d'une interruption des prestations et il a été proposé au Conseil Communautaire de procéder à la résiliation du marché au regard des changements de contexte ayant un impact sur le projet.

Cette opération de liaison en transport par câble fait ainsi l'objet d'une reprise pour s'assurer de la bonne prise en compte des nouvelles données d'entrée.

**I/ PERMIETRE DE L'OPERATION**

Le projet de liaison en transport par câble est envisagé selon la configuration suivante :

- Station basse : Hôpital, située entre le boulevard Jean Jaurès et la ruelle des Bassins ;
- Station haute : La Vigie, située entre le belvédère du chemin de la Vigie et le stade de foot ;
- Système en va-et-vient constitué de deux cabines ;
- Des cabines d'une capacité minimum de 50 (cinquante) places ;
- Un temps de trajet de 5 (cinq) minutes en vitesse maximale ;
- Une capacité d'emport de 600 personnes par heure et par direction (pphpd) ;
- Variation de la vitesse d'exploitation selon la fréquentation constatée pour réaliser des économies d'énergie.

Le montant total du projet, intégrant les prestations d'exploitation et de maintenance sur une durée de 5 (cinq) ans, est estimé à 45-50 millions d'euros HT.

Cette liaison en transport par câble répond aux enjeux de la collectivité et formalisés au travers de son projet de Plan des Mobilités 2024-2034. Par ailleurs, il répond à un enjeu structurant en termes de mobilité au regard de la fragilité de la route départementale 41, autrement dénommée « les rampes de La Montagne ».

Les deux stations seront fortement connectées au réseau de transport Citalis en offrant, notamment, une zone dite de pôle d'échanges au niveau de la station La Vigie, et une connexion vers le pôle d'échanges prévu dans la zone Bertin dans le cadre du projet BAOBAB.

En complément, les deux stations offriront une capacité de stationnement vélo sous la forme de :

- Consigne vélo, d'une capacité de 50 places extensible à 100 places, et arceaux vélos au niveau de la station La Vigie ;
- Arceaux vélos sur le parvis de la station Hôpital.

Les connexions piétonnes seront traitées dans le cadre de l'aménagement des stations. Elles seront particulièrement végétalisées dans le cadre de la station La Vigie, et seront en connexion avec les équipements proches au niveau de la station Hôpital.

Enfin, un parking-relais, d'une capacité minimale de 50 places et maximale de 100 places, sera aménagé dans le cadre de la station La Vigie. Il sera intégré en niveaux sous la station de transport par câble afin de limiter l'impact de la construction sur le terrain naturel. L'objectif étant de travailler sur un aménagement paysager (incluant aires de pique-nique) aux alentours de cette station.

**II/ MODE DE REALISATION DE L'OPERATION**

La notification du marché d'assistance générale au pilotage des études et travaux est intervenue le 17 juillet 2024 afin d'assister la Collectivité dans le lancement de l'Opération, la passation du/des marché(s) de conception-réalisation-exploitation-maintenance et l'assistance en phase de conception, réalisation, exploitation et maintenance.

Le groupement ARTÉNOR est titulaire du marché. Le groupement est composé d'ARTELIA VILLE & TRANSPORT (mandataire), DCSA (bureau spécialisé en transport par câble) et DS Avocats (juridique). Il s'est vu attribuer le marché pour un montant total de 1 234 000€ HT.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250918-BC2025-5-14-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2025  
Date de réception préfecture : 23/09/2025

Aux termes de l'article L.2171-3 du Code de la Commande Publique, « le marché global de performance associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance. Ces objectifs sont définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique. Le marché global de performance comporte des engagements de performance mesurables ».

Au regard de la volonté de la Collectivité de fixer des objectifs chiffrés de performance tels que :

- Taux de disponibilité du système ;
- Maintenabilité du système ;
- Temps de parcours ;
- Etc.

Le recours au marché global de performance pour les prestations de conception, réalisation, exploitation et maintenance est proposé pour la réalisation de l'Opération.

Par ailleurs, il est précisé que la mise en œuvre d'un marché public global de performance permet de mettre en œuvre une unique procédure de consultation pour l'ensemble des prestations objet du marché, soit une optimisation du calendrier de consultation.

En complément, l'objet global du marché met à la charge du Titulaire l'ensemble des risques de conception, de construction et d'exploitation, sans possibilité pour ce dernier d'arguer d'un défaut de conception ou de réalisation. En effet, du point de vue opérationnel, l'exploitant est associé aux études et aux travaux de fait et formule ses remarques et/ou réserves au fur et à mesure de leur avancement.

Enfin, cette approche en coût global permet une plus grande maîtrise, a priori, du montant global de l'opération. La multiplicité de marchés risquant de conduire à un renchérissement.

C'est ainsi qu'en séance du 12 décembre 2024, le Conseil Communautaire a :

- Approuvé le programme technique fonctionnel proposé pour le projet de liaison en transport par câble entre les quartiers de Bellepierre (station Hôpital) et La Montagne (station La Vigie) ;
- Décidé du mode de consultation en marché public global de performance associant les prestations de conception, réalisation, exploitation et maintenance ;
- Décidé de recourir à la procédure négociée avec mise en concurrence préalable, et de retenir 4 (quatre) candidats pour présenter une offre à l'issue de la procédure de sélection des candidatures ;
- Donné délégation au Président pour désigner les candidats admis à présenter une offre et négocier, le cas échéant, avec les candidats admis ;
- Décidé que le montant maximal de la prime attribuée à chaque candidat ayant remis une offre complète et régulière est de 80 000€ HT, sachant que pour le groupement attributaire, ce montant est inclus dans son contrat (part affectée à la conception), soit un montant total maximum de 320 000€ HT.

### III/ DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION

L'AAPC a été publié le 13 décembre 2024 en fixant la date limite de réception des demandes de participation au 14 février 2025.

Trois candidatures ont été réceptionnées dans le délai fixé :

1. MND France SASU, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec SBTPC SOGEA REUNION/ L'ATELIER Architectes/ L'ATELIER Ingénieurs/ STEM INTERNATIONAL/ SODIPARC/SYSTRA
2. POMA, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec EIFFAGE GÉNIE CIVIL/ INGEROP Conseil & Ingénierie/ Cabinet ERIC/ T&T Architecture/ ISR/ ETOI'L
3. GTOI, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec DOPPELMAYR FRANCE SAS/ EDEIS INGENIERIE/LAB REUNION/LEU REUNION

A l'issue de la procédure de sélection des candidatures, les 3 candidats ont été retenus et invités à présenter une offre pour le 30 juin 2025.

Deux candidats ont remis une offre dans le délai fixé :

1. MND France SASU, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec SBTPC SOGEA REUNION/ L'ATELIER Architectes/ L'ATELIER Ingénieurs/ STEM INTERNATIONAL/ SODIPARC/SYSTRA
2. POMA, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec EIFFAGE GÉNIE CIVIL/ INGEROP Conseil & Ingénierie/ Cabinet ERIC/ T&T Architecture/ ISR/ ETOI'L

Reçu de réception en préfecture  
N° 24-2497401-19-20250918-BC2025-6-14-DE  
Date de réception en préfecture : 23/09/2025

Le groupement GTOI, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec DOPPELMAYR FRANCE SAS/ EDEIS INGENIERIE/LAB a fait part de son désistement.

Par suite de la remise des offres, une séance de négociation orale de 3h00 par candidat s'est déroulée le 6 août 2025.

Les deux offres finales ont été remises avant la date limite fixée au 29 août 2025 et se décomposent financièrement en une Tranche Ferme pour la conception sur une durée de 24 mois maximum à compter de la notification du marché, une Tranche Optionnelle Phase A pour la réalisation de 20 mois maximum, une Tranche Optionnelle Phase B1 pour l'exploitation, une Tranche Optionnelle Phase B2 pour la maintenance, la durée de ces phases B a été fixée à 60 mois.

	Groupement MND	Groupement POMA
Tranche Ferme « conception »	3 644 516,00	5 571 068,00
Tranche Optionnelle Phase A « réalisation »	36 106 794,00	34 056 684,00
Tranche Optionnelle Phase B « exploitation » et « maintenance »	8 844 341,00	10 358 900,00
Total € HT	48 595 651,00	49 986 652,00
TVA 8,5%	4 130 630,34	4 248 865,42
Octroi de mer	Compris	1 577 023,24
Total TTC	52 726 281,34	55 812 540,66

Après examen des offres finales à l'issue des négociations, et au vu du rapport d'analyse des offres sur la base des critères de jugement pondérés au règlement de consultation (35% sur le critère coût global, 40% sur le critère technique, 20% sur le critère environnemental, 5% sur le critère PME), la Commission d'Appel d'Offres, en séance du 10 septembre 2025 a décidé d'attribuer le marché au groupement MND France SASU, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec SBTPC SOGEA REUNION/ L'ATELIER Architectes/ L'ATELIER Ingénieurs/ STEM INTERNATIONAL/ SODIPARC/SYSTRA, classé 1<sup>er</sup> ayant présenté l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, et a classé 2<sup>e</sup> l'offre du groupement POMA, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec EIFFAGE GÉNIE CIVIL/ INGEROP Conseil & Ingénierie/ Cabinet ERIC/ T&T Architecture/ ISR/ ETOI'L.

Pour le candidat non retenu, le projet rendu étant conforme aux prescriptions du règlement de consultation, il lui sera versé une prime de 80 000 € HT.

Je vous demande donc de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché,
- Approuver le versement de la prime de 80 000 € HT au candidat non retenu,
- Autoriser le Président à signer le marché public global de performance pour la liaison Bellepierre-Vigie conformément à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 10 septembre 2025, avec le groupement MND France SASU, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec SBTPC SOGEA REUNION/ L'ATELIER Architectes/ L'ATELIER Ingénieurs/ STEM INTERNATIONAL/ SODIPARC/SYSTRA pour un montant global de 52 726 281,34 € TTC avec la répartition telle que figurant dans le tableau ci-avant.
- En cas de non remise par l'attributaire dans les délais impartis des pièces requises à l'attribution du marché (*pièces fiscales et sociales, les assurances décennales obligatoires ...*), autoriser le Président à signer le marché avec le candidat POMA, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec EIFFAGE GÉNIE CIVIL/ INGEROP Conseil & Ingénierie/ Cabinet ERIC/ T&T Architecture/ ISR/ ETOI'L classé en 2<sup>ème</sup> position, pour un montant de 55 812 540,66 € TTC, à condition que ce dernier remette les pièces précitées dans les délais impartis.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250918-BC2025-5-14-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2025  
Date de réception préfecture : 23/09/2025

**DECISION N° 2025/5-14  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 18 septembre 2025**

**OBJET : TRANSPORT PAR CABLE DE LA MONTAGNE – AUTORISATION AU PRESIDENT DE SIGNER LE  
MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA LIAISON BELLEPIERRE-VIGIE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la CAO et des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/5-14 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives du marché,

**ARTICLE 2**

D'approuver le versement de la prime de 80 000 € HT au candidat non retenu,

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à signer le marché public global de performance pour la liaison Bellepierre-Vigie conformément à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 10 septembre 2025, avec le groupement MND France SASU, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec SBTPC SOGEA REUNION/ L'ATELIER Architectes/ L'ATELIER Ingénieurs/ STEM INTERNATIONAL/ SODIPARC/SYSTRRA pour un montant global de 52 726 281,34 € TTC avec la répartition telle que figurant dans le tableau présenté dans le rapport.

**ARTICLE 4**

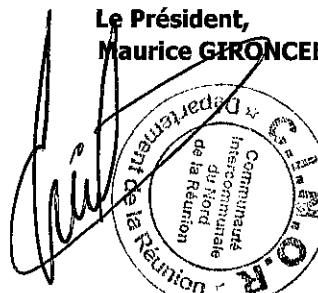
D'autoriser le Président en cas de non remise par l'attributaire dans les délais impartis des pièces requises à l'attribution du marché (*pièces fiscales et sociales, les assurances décennales obligatoires ..*), à signer le marché avec le candidat POMA, Mandataire solidaire du groupement conjoint avec EIFFAGE GÉNIE CIVIL/ INGEROP Conseil & Ingénierie/ Cabinet ERIC/ T&T Architecture/ ISR/ ETOI'L classé en 2<sup>ème</sup> position, pour un montant de 55 812 540,66 € TTC, à condition que ce dernier remette les pièces précitées dans les délais impartis.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

23 SEPT 2025

Le Président,  
Maurice GERONCEL



Communauté  
Intercommunale  
du Nord  
de la Réunion

Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250918-BC2025-5-14-DE Date de télétransmission : 23/09/2025 Date de réception préfecture : 23/09/2025
--